

LANGUE ET CULTURE POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE DES COMMUNAUTES EN COTE D'IVOIRE

Settié Louis Martial Junior N'GUESSAN

Université Felix Houphouët-Boigny

settielouisn@gmail.com

&

Mahihonon Fidèle GODJOA

Université Félix Houphouët-Boigny

gmf@gmail.com

Résumé : L'atteinte aux Objectifs du Développement Durable à l'horizon (ODD 2030) sera facilitée par la prise en compte de deux facteurs : la langue (en tant qu'outil essentiel de communication) et la culture (en tant que support de cohésion sociale et du respect des valeurs établies). La langue (de laquelle découlent la culture et l'identité) est l'une des caractéristiques déterminantes de notre espèce ; pourtant lorsqu'il s'agit de discours de développement international et local, la langue est souvent en reste. Il existe, en Afrique, de graves contradictions qui s'acharnent à vouloir « émerger » dans une langue d'emprunt, quand les pays asiatiques dont nous voulons nous faire des émules s'en sont affranchis depuis bien longtemps. Néanmoins, nous savons que la langue et la culture sont une problématique transversale, intimement liée à tous les aspects du développement (durable) humain ; lequel développement consiste à partager des expériences et des idées pour trouver de meilleures manières de travailler ensemble, en tant qu'humains. C'est pourquoi l'introduction des langues locales dans l'enseignement/apprentissage, et l'exploration de l'utilisation des langues locales dès les premières classes de l'enseignement primaire sont le reflet de gouvernements conscients de l'importance de la langue dans le développement d'un pays.

Mots-clés : développement durable, langue, culture, cohésion sociale, identité.

LANGUAGE AND CULTURE FOR SUSTAINABLE COMMUNITY DEVELOPMENT IN CÔTE D'IVOIRE

Abstract: Achieving the Sustainable Development Goals (SDGs) by 2030 will be facilitated by taking into account two factors: language (as an essential tool of communication) and culture (as a medium of social cohesion and respect for established values). Language (from which culture and identity are derived) is one of the defining characteristics of our species, yet when it comes to international and local development discourse, language often falls short. There are serious contradictions in Africa that insist on 'emerging' in a borrowed language, when the Asian countries we want to emulate have long since broken free of it. Nevertheless, we know that language and culture are a cross-cutting issue, intimately linked to all aspects of (sustainable) human development, which is about sharing experiences and ideas to find better ways of working together as humans. This is why the introduction of local languages in teaching/learning, and the exploration of the use of local languages from the earliest grades of primary education, reflect governments that are aware of the importance of language in the development of a country.

Keywords: sustainable development, language, culture, social cohesion, identity.

Introduction

Aujourd'hui, d'après l'expérience de l'humanité, on peut penser que le développement n'est plus l'apanage des systèmes importés. On fait donc le constat que des nations ayant leur propre système de pensée et de croyance ont pu émerger et forcer l'admiration. On se souviendra encore longtemps du miracle chinois et autres pays asiatiques dits « conservateurs », « traditionalistes ».

Nous n'avons que de l'admiration pour ceux qui se consacrent à décrire les cultures qu'il nous est encore donné d'observer ; nous estimons que ce travail est nécessaire, non pas tant parce qu'il convient de conserver des traces durables de ce patrimoine de l'humanité. Mais surtout parce que la connaissance de ces cultures est le seul moyen efficace d'intervenir auprès des populations concernées dans le but de favoriser la croissance de leur niveau de vie, puis leur progrès économique, tâche dont on a déjà dit qu'elle est pour nous la véritable priorité et la véritable urgence de l'heure. Cette tâche suppose donc que l'on hâte le bouleversement culturel dont il vient d'être question : là interviennent les langues, et ce qu'elles traduisent.

J. Brunet (320)

Les objectifs de développement durable (ODD) visent à mettre les populations les plus vulnérables d'abord et à ne laisser personne à l'écart. Cela implique qu'il faut communiquer, lors des manifestations scientifiques dédiées, dans une multiplicité de langues. Mais, dans la pratique, les ODD semblent ignorer les problèmes de langue. Cristina DIEZ¹, souligne d'ailleurs que 99% des négociations sur les ODD se faisaient en anglais et 100% desdits résultats sont rédigés en anglais. « Nous avons déjà exclu des milliards de personnes, et pourtant ce programme s'adresse à ceux qui n'ont pas eu l'occasion de faire entendre leur voix. En créant les ODD, il est donc essentiel de réfléchir sur les processus pour inclure les personnes les plus vulnérables. », a-t-elle noté. C'est pourquoi, l'introduction des langues locales dans l'enseignement/apprentissage, et l'exploration de l'utilisation des langues locales dès les premières classes de l'enseignement primaire en Côte d'Ivoire apparaissent comme à le reflet de gouvernements conscients de l'importance du binôme langue/culture dans le développement d'un pays. Car, on sait, par évidence, que les premières étapes de la socialisation de l'enfant s'effectuent par l'expression corporelle et par le truchement de la langue maternelle, mais comme la langue maternelle peut être assez éloignée de la langue que l'enfant apprendra par la suite, en particulier à l'école, l'articulation entre la langue maternelle, ou la langue parlée dans la famille, et la langue de l'école est un point sensible de l'évolution de l'enfant, et cela dans une très grande variété de contextes. Évidemment, il faut reconnaître que les politiques linguistiques, quand elles existent, ne sont pas neutres (A. BENARAB, 2012). Il nous faut donc tenter de répondre à la question : en quoi le binôme langue/culture, peut-il contribuer au développement durable dans les communautés locales ?

¹ Représentante de l'ONU du mouvement ATD (All Together in Dignity- Tous ensemble dans la dignité-) Fourth World. Ce mouvement ou cette ONG, fondée en 1957, revendique la dignité de ceux qui subissent la violence et la pauvreté. Elle stipule que la violence de l'extrême pauvreté, de l'ignorance et du mépris et de la privation isole les gens et les enferme dans un silence au point qu'ils doutent de leur appartenance à la communauté humaine.

1. Langue et développement durable

Comment concevoir un développement (durable) des pays lorsque 70 % de la population sont exclues du débat public, faute de pratiquer la langue officielle ? Comment s'étonner du retard en éducation, recherche et développement quand l'écolier africain apprend le b-a-ba du français à l'âge où l'écolier français apprend déjà les mathématiques ? Comment négocier des contrats justes et équitables quand on maîtrise mal la langue de l'interlocuteur et quand le rapport à cette langue est celui d'un assujettissement ? Comment être maître de son destin si l'outil qui permet de s'exprimer est celui de l'autre et que cet autre dicte tout (de la norme linguistique jusqu'aux prix d'achat et de vente des biens de consommation) ? C'est dans ce contexte que l'absence de mention de la langue dans les ODD a fait l'objet d'un symposium des Nations Unies (« Langue, les objectifs de développement durable et les populations vulnérables »), tenu à New York du 11 au 12 mai 2017. Au cours de la discussion d'ouverture, Michael TEN-POW² a souligné que les ODD incluent des mécanismes de mise en œuvre axés spécifiquement sur l'inclusion des groupes vulnérables. Par exemple, ODD 2 'Faim Zéro' garantit l'accès à des aliments sûrs, nutritifs et suffisants toute l'année'. ODD 4, « Education de qualité », vise à « éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation et à assurer l'égalité d'accès à tous les niveaux de l'éducation ». Pourtant, il n'existe pas de mécanismes qui prennent en compte les disparités linguistiques des populations vulnérables (de près les plus nombreuses). Il est donc clairement admis qu'à l'ère de la mondialisation des activités économiques, la question de la langue est devenue centrale. Lieu de tensions interculturelles, elle prend une importance particulière dans une économie où dominent les services. La langue n'accompagne plus le travail, elle le constitue. Mieux, avec la révolution numérique, la langue entre en relation permanente avec ces langages que sont les logiciels qui imposent désormais leur loi aux entreprises. De ce fait, on constatera avec amertume que plusieurs populations resteront en marge du fait de leur non-connexion à ce nouvel ordre social culturel et linguistique. Or, il est clairement perceptible que le binôme langue/culture est intimement lié à tous les aspects du développement (durable) humain ; lequel développement consiste à partager des expériences et des idées pour trouver de meilleures manières de travailler ensemble, en tant qu'humains. Plusieurs démocraties africaines s'acharment à postuler que le développement passe forcément par les modèles empruntés. Dès lors, une grave erreur voire une énorme contradiction existe entre vouloir émerger dans une langue d'emprunt et le taux d'analphabétisation qui culmine parfois entre 70 et 80 :

Il existe en Afrique une grave contradiction qui s'acharne à vouloir "émerger" dans une langue d'emprunt, plafond de verre et garde-barrière socio-économique, quand les pays asiatiques dont nous voulons nous faire des émules - y compris ceux qui ont connu la même histoire coloniale que nous -, s'en sont affranchis. Leurs économies n'en sont pas moins florissantes. Il est remarquable cependant que l'Afrique soit le seul continent au monde où l'enfant d'âge scolaire n'a pas la possibilité de commencer son apprentissage dans sa langue. Et les économistes continuent de se méprendre en ignorant le facteur linguistique dans le processus du développement durable, laissant ainsi de côté la

² Représentant Permanent du Guyana auprès des Nations Unies

majorité de la population, analphabète dans la langue d'emprunt, qui est forcée de "patauger" dans l'informel et l'insécurité.

Paulin Djité (0000)

Comment pourrait-on parler d'économie ou de développement si l'on part déjà lésé dans les échanges commerciaux ? Comment parler d'égalités de chances quand on sait que toutes les demandes de compétences ou toutes les offres d'emploi se font dans la langue d'emprunt ? Il est évident que parmi les différents points d'impact où la problématique du développement se trouve tenue de poser des problèmes non strictement économiques, la question des langues est centrale (Pierre Achard, 1980 : 419). C'est dire que toute tentative d'émergence d'une nation en dehors du cocon de la langue d'emprunt devient impossible. Par évidence, on perçoit de façon nette, la lutte sans merci à laquelle se livrent les langues coloniales et/ou impériales pour s'imposer au niveau du marché des relations internationales. On prendra donc pour acquit que la conjoncture internationale que disent vivre les pays en voie d'émergence, notamment la Côte d'Ivoire, tient du fait de la tension qui existe entre la dynamique des langues au niveau internationale :

La première tendance se concrétise sous forme de la concurrence entre les grandes langues impériales (français, anglais, arabe, russe, japonais, chinois...), la seconde sous forme de mise en chantier de langues administratives locales, pour lesquelles une « lutte de pouvoir » est engagée. La « francophonie » relève de la première tendance et est engagée, donc, dans le triple « combat » que cela implique : [a] Solidaire de toute politique de coopération, la langue française apparaîtra nécessairement liée à l'Etat et au commerce, donc comme « outil de développement ». [b] Elle se posera en concurrence avec les autres langues impériales. De même qu'elle a réussi à éliminer l'italien comme langue diplomatique au XVII^e siècle, elle se choisit comme ennemi principal l'anglais dans la conjoncture actuelle. [c] Dans la mesure du possible, les tendances à l'apparition ou au « développement » d'une langue locale comme langue administrative seront contrées, sauf si une langue concurrente peut être exclue par ce moyen.

Pierre Achard (1980 :419)

Il est alors clair que, pris sous cet angle, le développement exclut, de facto, les pays africains qui n'ont d'autres langues que celles importées. La langue a donc un impact sur le développement (durable).

1.1. Langue et économie

Pourquoi l'Afrique est si à la traîne économiquement, mais aussi politiquement et culturellement ? La réponse à cette question est nécessairement surprenante. Pour Ozouf Sénamin Amedegnato « c'est à cause de la question des langues, qui n'a jamais été réglée adéquatement, alors qu'elle aurait dû l'être dès les indépendances politiques des pays africains. » Par un scepticisme poli, on se demanderait bien le rapport entre les langues vernaculaires et les questions économiques. Après tout, n'y parle-t-on pas français et anglais, deux langues internationales de développement ? Penser ainsi serait présupposer, tout bonnement, que les langues africaines locales ne peuvent pas se constituer en langue de

développement. Postulat erroné que contredirait radicalement l'histoire même quand on sait que « toutes les langues peuvent servir au développement. Les langues africaines ne sauraient faire exception. En fait, l'exclusion de ces dernières des sphères institutionnelles de la vie constitue l'une des causes majeures du sous-développement du continent. » (Ozouf Sénamin Amedegnato). Selon Ozouf, il existe en Afrique un grave complexe qui porte à croire le développement doit être importé, calqué sur les systèmes occidentaux. Au demeurant, les pays africains s'acharnent à vouloir "émerger" dans une langue d'emprunt, quand les pays asiatiques (Chine, Corée, Japon etc) dont on se fait des émules s'en sont affranchis. Leurs économies n'en sont pas moins florissantes. L'Afrique est toujours demeuré ce seul continent au monde où l'enfant en âge d'être scolarisé n'a pas la possibilité de commencer son apprentissage dans sa langue maternelle, ce seul continent où pendant que le petit français commence à apprendre les mathématiques, la physique ou la chimie, le petit africain s'égosille à maîtriser l'alphabet française empruntée, importée. Et les économistes continuent de se méprendre en ignorant le facteur linguistique dans le processus du développement durable, laissant ainsi de côté la majorité de la population, analphabète dans la langue d'emprunt, qui est forcée de "patauger" dans l'informel et l'insécurité. Des indicateurs sociaux démontrent cependant la bonne santé des pays africains en nous parlant de croissance économique oscillant entre 5,3% du PIB (2012), 5%(2013), 5,8% (2014) et 6%(2015) (cf. *African Economic Outlook, 2014*). Mieux, on parlera, en Côte d'Ivoire de croissance à deux chiffres. Comme par miracle, le continent africain aurait vaincu la conjoncture structurelle, les crises, pour se transformer soudainement en un continent "émergent" ?

On sait, par évidence, que si 6 des 10 économies à plus forte croissance du monde sont en Afrique sub-saharienne, les plus forts taux de chômage et de pauvreté se trouvent dans 17 des pays de la même région, y compris le Nigéria et l'Afrique du Sud, les deux plus grandes économies du continent, avec des taux de chômage de 23,90 % et 25,2 %, l'Angola, la Guinée équatoriale et le Gabon, trois pays dont les économies sont fortement tributaires de l'exportation du pétrole, avec des taux de chômage de 26,0 %, 22,3 % et 21,0 %, respectivement. Si 31,3 % de la population sud-africaine vit en dessous du seuil de pauvreté, pas moins de 63 % de Nigériens vivent en dessous du seuil de pauvreté. Il en est de même pour 36 % de la population de l'Angola. Bien que classé 59^{ème} en termes de PIB par habitant, le Gabon n'est que 136^{ème} sur 187 pays du monde, en termes d'indice de développement humain, avec un score de 0,554 en 2013. Au moins 4 de ces 17 pays - Djibouti, le Mozambique, la Namibie et le Zimbabwe - ont des taux de chômage supérieurs à 50%.

African Economic outlook (2014)

Sans oublier la Côte d'Ivoire, ce géant au pied d'argile, où le taux de chômage culmine à environ 60%, pourtant promise émergente à l'horizon 2020. Conséquemment, comme on le perçoit d'emblée, la croissance économique en Afrique ne se traduit pas par l'amélioration des conditions de vie des populations dont le quotidien et la réalité ont pour nom : pauvreté, chômage, inégalité et injustice sociale. Les soi-disant puissances économiques de l'Afrique ne sont en réalité que des "tigres" aux griffes fragiles. Alors, de quelle économie parlons-

nous ? S'agit-il de ce système extraverti, avec peu ou pas du tout d'activités de fabrication, une production sans valeur ajoutée, cette économie de troc du Moyen Age qui ne repose que sur des matières premières que l'on produit à profusion, mais dont on ne sait que faire, à part les vendre ? Pourquoi se lancer dans la culture du cacao quand l'on ne peut inonder le reste du monde de chocolat ? Pourquoi cultiver du coton et le vendre à vil prix pour acheter du wax hollandais à prix d'or ? Pourquoi l'histoire de la croissance économique en Afrique rime-t-elle avec pauvreté, chômage, mauvaise gouvernance et corruption ?

1.2. langue et éducation.

Il est assez logique de commencer par l'apprentissage de la langue et de la langue maternelle. Les premières étapes de la socialisation de l'enfant s'effectuent par l'expression corporelle et par le truchement de la langue maternelle, mais comme la langue maternelle peut être assez éloignée de la langue que l'enfant apprendra par la suite, en particulier à l'école, l'articulation entre la langue maternelle, ou la langue parlée dans la famille, et la langue de l'école est un point sensible de l'évolution de l'enfant, et cela dans une très grande variété de contextes. Pour l'enfant français scolarisé dans sa langue maternelle, les connaissances nouvelles et les mots pour les dire se présentent ensemble, et sont acquis ensemble ; pour l'enfant africain scolarisé en français, il faudra assimiler une langue étrangère qui traite trop souvent d'objets absents de son univers (comment expliquer à un enfant de brousse ce qu'est un palier dans un immeuble de banlieue ? Pour l'enfant africain scolarisé dans une langue africaine, faudrait-il « équiper » sa langue avant d'équiper son pays ? (Diagne, 1975) Il est très important de faire apparaître cette variété, car la question ici soulevée n'est pas une question nouvelle, elle traverse les siècles et les sociétés. La dimension individuelle est forte, mais la dimension sociale l'est tout autant. En effet la langue va jouer un rôle important dans la cohésion sociale, mais aussi du point de vue de la capacité de la société à évoluer et dans la rapidité des changements qu'une société en mouvement est capable d'assumer. La langue est un facteur déterminant de la compréhension et de la circulation des idées, des images et des informations. Sans la langue, l'échange ne se fait pas ou bien il est beaucoup plus lent. Lutter par exemple contre une épidémie sans le langage est problématique. Sans le langage, il serait inconcevable de lutter et réagir contre des catastrophes. Car quand on dit langage, il s'agit de la compréhension et tout ce qui est porté par le langage. On n'est réactif que si l'on comprend ce qui se passe. Ce qu'il faut comprendre est que la question des langues est essentielle. Les langues entrent en jeu dans tous les processus économiques, sociaux et culturels qui sont à la base du développement. La culture, l'éducation et la santé sont des facteurs de développement majeurs dont l'accumulation du capital est plus une conséquence qu'une cause et, où que l'on se place dans le monde, on peut en faire le constat, le rôle de la langue est omniprésent. C'est pourquoi, « Il faut autant que possible maintenir et développer les langues qui ont servi ou peuvent servir encore de liens sociaux entre communautés (...), mais aussi protéger les langues minoritaires, reconnaître leur identité et leur représentativité, sans céder aux tendances nationalistes rétrogrades qui souvent se nourrissent d'elles. » (Pierre Fiala, 1993). La langue a aussi une dimension sociale (arabe littéraire et arabes locaux...), familiale (langue locale ou maternelle, langue d'un pays d'accueil). Parfois, la domination linguistique

se fait sentir dans les familles et les communautés à travers l'abandon volontaire d'une langue dont les pouvoirs estiment qu'elle n'assurera pas l'avenir de sa population ; la langue paraît condamnée, ce qui est certain si les pouvoirs n'ont pas une politique de maintien énergique. Or les pouvoirs politiques cherchent avant tout à consolider leur autorité à travers l'hégémonie d'une langue officielle. Pourtant, chaque langue nous apporte des informations sur une manière d'agir de la pensée humaine. La langue est alors un objet du politique, un enjeu de domination, d'acculturation. Il faut donc une langue qui transmette les connaissances scientifiques acquises. À un autre niveau d'ambition, il faudra une langue qui permette de faire connaître les résultats originaux, qui permette la communication avec les chercheurs des autres pays :

La communication scientifique exclut la polysémie, qui est au contraire l'un des ressorts de la poésie. Paul VALÉRY (1952) a, une fois de plus, une conscience immédiatement claire du problème, lorsqu'il oppose la prose à la poésie : « la poésie n'a pas le moins du monde pour objet de communiquer à quelqu'un quelque notion déterminée - à quoi la prose doit suffire » ; la prose doit nous rendre ((maîtres du point central qui commande la multiplicité des expressions possibles d'une idée acquise », alors que, dans la poésie, le choix et l'assemblage des mots sont intangibles, et laissent le message à l'interprétation de chacun. La capacité à construire des expressions porteuses d'un sens dépourvu d'ambiguïté - et pour traiter de phénomènes qui ne sont pas observables par tout un chacun, ou sans effort - est assurément signe de vitalité des langues. Toutes ne donnent pas de tels signes, et nous allons voir, à grands traits, pourquoi. Éliminer l'ambiguïté permet de cerner le sujet, d'instaurer la discussion sur le fond des choses, et n'a donc d'intérêt que dans un contexte d'évaluation critique et de validation des propositions. La capacité à créer des vocabulaires, et spécialement des vocabulaires spécialisés, éventuellement sacrés, est commune.

DIAGNE (1971 : 15)

Fort est cependant de constater que la langue est souvent utilisée comme obstacle à la transmission du savoir, source de domination et d'asservissement : tout le contraire de ce dont nous avons besoin ici.

2. De la culture et du développement.

Nous n'avons que de l'admiration pour ceux qui se consacrent à décrire les cultures qu'il nous est encore donné d'observer ; nous estimons que ce travail est nécessaire, non pas tant parce qu'il convient de conserver des traces durables de ce patrimoine de l'humanité. mais surtout parce que la connaissance de ces cultures est le seul moyen efficace d'intervenir auprès des populations concernées dans le but de favoriser la croissance de leur niveau de vie, puis leur progrès économique, tâche dont on a déjà dit qu'elle est pour nous la véritable priorité et la véritable urgence de l'heure. Cette tâche suppose donc que l'on hâte le bouleversement culturel dont il vient d'être question : là interviennent les langues, et ce qu'elles traduisent.

Brunet (1991 : 320)

On se rend à l'évidence, avec Brunet, que le développement (durable) ne saurait être une vérité si et seulement si les langues et les cultures sont mises à contribution. Comme pour dire que tout progrès ou tout développement en dehors des langues et de la culture originelle serait aussi ridicule que tout humain qui essaierait de se débarrasser de sa culture. Sylvain Bemba ne le dit pas autrement quand il clame que tout africain qui essaie de se départir de sa culture peut être assimilé à un molosse qui essaie de se débarrasser de ses puces. Au demeurant, c'est dire que l'on ne peut faire table rase sur la culture et la langue dans le processus de construction d'une nation forte, de façon durable, le faire serait manquer de réalisme et confiner la majorité dans un mutisme cérébral et légitimer l'exclusion et par de-là faire la promotion à la pauvreté et de l'injustice. Or l'un des objectifs des ODD à l'horizon 2030 est, à n'en point douter la réduction des inégalités à l'intérieur des pays et entre les pays. Comment cela pourrait être une réalité si les langues et les cultures des populations sont laissées pour compte, alors qu'on sait que la langue, en tant que fait social, est un puissant facteur de communication et de rapprochement. Elles (langue et culture) sont comprises comme un système de représentations spécifiques inhérentes à l'existence. Que la culture, dans ses réalisations immensément variées, contienne les conditions nécessaires à la croissance, au développement et au progrès est évidemment vrai ; [...] Pour cette raison, il n'y a jamais eu, dans l'histoire de l'humanité, et il n'y aura pas dans cette région du monde à laquelle nous pensons, de croissance économique, a -fortiori de développement, sans bouleversement culturel (Joseph Brunet, 1991).

Si la croissance, puis le développement (durable) sont la priorité absolue et la seule urgence dans ce millénaire à l'horizon 2030, alors les connaissances traditionnelles (et les comportements qui en découlent) doivent être mises en compétition avec celles (et ceux) qui viennent d'autres parties du monde (que ce soit au niveau de la médecine, de politique, etc), et on s'attachera à sélectionner les plus efficaces (Brunet 1991). Loin de vouloir prétendre que cette sélection sera aisée, vu la hiérarchisation des cultures. Il va de soi, au regard de l'objectif visé et de l'urgence, que les comportements qui constituent des obstacles au développement doivent être neutralisés, voire combattus. Les représentations qui les fondent, si elles sont erronées, doivent être clairement reconnues comme telles ; elles ne peuvent même pas être utilisées dans le dessein de favoriser la communication du message, parce qu'elles continueront inmanquablement à véhiculer des notions et des connotations étrangères à ce nouvel esprit auquel il faut se convertir, et incompatibles avec lui.

L'application des connaissances scientifiques acquises exige soit une organisation sociale contraignante (qui permette par exemple de faire respecter des consignes strictes par des masses de paysans considérés comme simples bêtes de somme - n'entend-on pas parler, dans beaucoup de pays d'Afrique, de « nos braves populations rurales », de « nos pacifiques paysans », etc. -, comme on a fait par exemple presque partout dans les projets riziocoles sur ce continent), soit que l'on utilise une forme de communication scientifique qui mobilise et développe les capacités intellectuelles, le sens de l'observation. etc., des mêmes paysans. Cette dernière voie est difficile; socialement et intellectuellement, elle n'est pas à la portée de tous ces fonctionnaires qu'on a trop vite baptisés agents de développement. Alors qu'ils vivent du sous-développement et qu'ils estiment déchoir s'ils restent au contact de leur milieu d'origine ; en outre, cette voie suppose un travail détaillé sur les représentations

disponibles dans la tradition, une attitude courageuse d'identification des représentations qui constituent un obstacle à la croissance, et de lutte contre ces dernières (un seul exemple : celles qui associent les semis à la première pluie, sans considération aucune de la date à laquelle cette pluie est tombée, de la hauteur de la précipitation, etc.).

Le cas des métiers de la santé est encore plus complexe, notamment dans le système de santé qu'on dit (et qu'on voudrait) moderne. Là se confrontent en effet inévitablement des locuteurs qui, même s'ils utilisent le même idiome de communication (ce qui n'est pas toujours le cas), ne parlent pas «la même langue». Le malade exprime à la fois une souffrance, des symptômes qu'il ressent ou pense devoir exprimer, des symptômes qu'il exprime pour évoquer ceux qu'il ressent mais doit cacher; il peut suggérer une étiologie, ou la croire établie sans pouvoir ou sans vouloir la dire ; il peut demander un traitement sans accepter de dévoiler quoi que ce soit d'autre, et le demander éventuellement pour des raisons tout autres que celles pour lesquelles l'infirmier ou le médecin le prescrirait. Quant à l'infirmier et au médecin, ils sont inévitablement partagés entre les conceptions acquises au cours de leur formation, qui sont elles-mêmes plus ou moins fidèles aux connaissances scientifiques à proprement parler (qualité de la transmission par l'enseignement, qualité du contrôle des connaissances) et les conceptions héritées de leurs cultures d'origine. Ces conceptions ne sont jamais complètement absentes de leurs esprits.

En outre, pour se faire comprendre, le malade utilise la langue et les notions qui sont à sa disposition; si l'infirmier et le médecin n'appartiennent pas à la même ethnie, ils ne parleront sans doute pas la langue du malade, ou bien ils l'utiliseront comme une langue étrangère, et leur culture d'origine ne leur donnera pas, en règle générale, toutes les clés de la compréhension des notions employées par le malade. Pour ces raisons, la communication entre le médecin ou l'infirmier d'un côté, le malade de l'autre, se limite à ce que chacun est capable de percevoir à travers un véritable brouillard lexical, sémiologique et sémantique.

L'exercice de la médecine contribue au développement tel que nous l'entendons, dans la mesure - et seulement dans la mesure - où il transmet non pas des recettes, non pas une nouvelle magie, non pas des pratiques dont l'efficacité serait perçue comme tout aussi indémontrable que celle des traditions les plus obscures, mais bel et bien une discipline de la pensée et de l'action, cette discipline qui a été rendue possible par l'écriture (HAGÈGE, 1986 : 95, 183-192; HARFUS, 1989 : 104).

Conclusion

Malgré plus de cinquante ans sans statut, les langues africaines ont témoigné d'une vitalité remarquable. On peut imaginer ce qu'il en serait si ces langues venaient à être officialisées, comme il se doit, dans le cadre de politiques linguistiques réellement écologiques, c'est-à-dire bénéfiques au plus grand nombre et non pas seulement à une poignée de privilégiés. Dans le très court espace que permet ce texte, ont été suggérées, très grossièrement il faut l'admettre, quelques pistes, quelques actions concrètes susceptibles de valoriser les langues et cultures des États sub-sahariens. Toutefois, il ne s'agit pas de réinventer la roue. Le monde est rempli d'exemples où la valorisation du patrimoine local s'est faite avec succès et dont on peut s'inspirer. Il s'agit plutôt d'inviter les États sub-sahariens à se mettre au diapason du reste du monde. Pour cela, il conviendrait de renoncer à la tentation du traitement particulier pour l'Afrique (que préconise l'idéologie développementaliste des experts et autres amis de l'Afrique et des Africains). Le développement responsable n'est pas dans la complaisance, mais plutôt dans la rigueur et le courage de prendre des décisions honorables. Pour être des acteurs au même titre que les autres, il est impératif que les Africains construisent comme sujets un discours sur l'Afrique,

au lieu d'être constamment l'objet dans les discours d'autrui. Il n'y a rien d'exceptionnel à être constamment l'exception en matière de droits humains fondamentaux.

Références bibliographiques

- Achard P. (1982). En finir avec la francophonie, Tiers-Monde, tome 23, sociologie du développement : 419-422.
- Brunet-Jailly. (1991). La contribution des langues au développement, *Cahier des sciences humaines*, 23.
- Fiala P. (1993). Claude Hagège, le souffle de la langue. Voies et destins des parles d'Europe, *Mots*, 34 : 115-116
- Ozouf, S. A. (2013). Les langues africaines, clés du développement des Etats sub-sahariens, in *Le français et les langues partenaires : convivialité et compétitivité* University of Calgary, Canada, 331-346